



## Communiqué de presse

### Clarification de notre action à la conférence de SOS éducation à Pacé

Rennes, le 7 février 2024

Jeudi 1er février nos organisations (FSU 35, CGT Éduc'action35, CGT enseignement privé 35, SUD éducation 35, SUD Rural et Territoires, Planning familial 35) sont intervenues lors d'une réunion publique de l'association SOS Éducation à Pacé pour exprimer leur colère et dénoncer ses discours et ses pratiques.

**Contrairement à ce que laisse croire l'article de Ouest France paru le lendemain, nous n'avons pas perturbé une conférence sur l'éducation à la sexualité, mais bien une réunion menée par une association proche de l'extrême-droite qui lutte violemment contre l'éducation à la sexualité dans les établissements scolaires.**

L'association est indépendante au plan légal, mais pas neutre au plan politique : il n'est guère difficile de confondre cet apolitisme de façade. On la retrouve sur le site Internet conscience-politique.org pour lequel elle a réalisé l'analyse d'un manuel d'histoire jugé trop complaisant sur les morts du communisme. Sur ce site nous trouvons des références aux ultralibéraux, aux mouvements antiavortement et à la mouvance des évangélistes américains, montrant une proximité assumée avec l'extrême droite.

Ainsi, **les liens de leur porte-parole Sophie Audugé avec l'extrême droite sont aujourd'hui démontrés.** Son nom figure sur le programme du colloque organisé par « Parents Vigilants » au Sénat le 4 novembre dernier. Précisons que « Parents Vigilants », qui est une filiale de « Reconquête ! » dans les écoles et les établissements, était alors l'invitée de Stéphane Ravier sénateur « Reconquête ! » des Bouches-du-Rhône. SOS Éducation a répondu à cette invitation, et y a applaudi les discours de conclusion de Marion Maréchal-Le Pen et d'Eric Zemmour.

Nos organisations avaient déjà dénoncé la diffusion d'un **tract transphobe dans les boîtes aux lettres des familles de Villeneuve d'Ascq**. Les associations comme SOS Éducation et « Parents vigilants » mènent aujourd'hui un véritable combat contre les enseignant·es qui ne font que leur travail, y compris ici en Ille-et-Vilaine où certaines écoles subissent leurs assauts.

**Leurs pratiques sont extrêmement dangereuses.** En général, ce sont les cours ou activités prévues par ces enseignant·es qui sont visées : sorties scolaires, contenus des cours, ateliers et conférences organisées dans les établissements. Les thématiques visées sont toujours les mêmes : la lutte contre les LGBTIphobies, les droits des personnes migrantes, l'éducation à la vie sexuelle et affective.

Le mode opératoire est bien identifié. Dénonciation sur les réseaux sociaux de tel cours ou telle activité, s'ensuit une campagne de harcèlement en ligne, allant parfois jusqu'à la publication du nom et de l'adresse d'enseignant·es visées, et parfois d'un rassemblement devant l'école ou l'établissement.

Ainsi, nous tenons à rappeler, qu'en **avril 2023, c'est le Lycée Dupuy-de-Lôme de Lorient qui a dû faire face à ces menaces.** En effet, cet établissement organisait une journée de l'engagement citoyen à destination des élèves de seconde, en lien avec les programmes disciplinaires et l'enseignement moral et civique. De très nombreuses associations y étaient invitées par les professeurs pour faire travailler les élèves sur l'engagement citoyen et les valeurs de la République, dont SOS Méditerranée. Ce projet avait alors fait l'objet de menaces inacceptables sur les réseaux sociaux de plusieurs organisations d'extrême-droites ; le parti « Reconquête ! » avait même appelé à un rassemblement devant le lycée Dupuy-de-Lôme, rassemblement qui fut heureusement un échec.

Face à la gravité des menaces, certains de nos collègues ont dû bénéficier d'une protection policière. Pour nos organisations, SOS éducation est le « marche pied » de cette stratégie.

**Nous dénonçons le travail mené par SOS éducation car :**

- **Ce type de discours met en danger les personnes LGBTQIA+ et empêche les jeunes d'accéder à une éducation à la sexualité émancipatrice.**
- **Le projet de société de l'extrême-droite comporte le rejet de toutes autres pratiques et orientations sexuelles que celles de l'hétérosexualité, ce qui passe nécessairement par le contrôle des corps des femmes et des minorités de genre.**

En répandant des mensonges sur le travail des enseignant·e·s et d'associations comme le Planning Familial, **SOS Éducation sème sciemment la panique chez des parents mal renseignés et diffuse une vision réactionnaire de la sexualité.**

Face à cela, nos organisations ne laisseront pas l'extrême-droite s'infiltrer dans nos écoles, et refusent le "dialogue" avec elle. **Nous continuerons à lutter pied à pied contre ces idéologies tout en défendant une école émancipatrice où les élèves ont droit à une éducation à la sexualité adaptée à leur âge.**